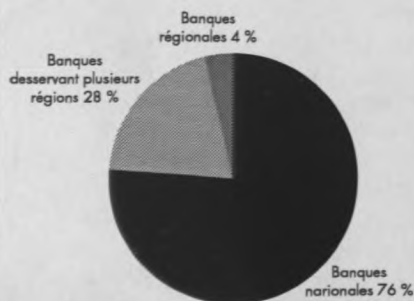


Le marché des services d'assurance est également à la hausse. Il n'y a actuellement qu'environ 2 pour cent des Mexicains à bénéficier de la couverture d'une assurance-vie. Seul un quart des automobiles sont protégées par une assurance-collision ou une assurance-vol. On assistera à une augmentation de la demande de nouvelles polices alors que la population vieillira, que les revenus augmenteront et que les crédits bancaires imposeront d'avoir une forme quelconque d'assurance. Ce secteur aura alors besoin de méthodes plus efficaces pour se procurer des renseignements et évaluer les risques.

Suite à l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les entreprises étrangères de services financiers autres que bancaires peuvent ouvrir des établissements financiers à vocation limitée au Mexique. Toutefois, pour des raisons pratiques, l'accès au sous-secteur de la banque, de l'investissement et de l'assurance est limité pour l'essentiel aux entreprises mexicaines. Les possibilités qui s'offrent aux entreprises canadiennes, en particulier les PME, concernent donc essentiellement la fourniture de services techniques.

L'évolution importante à laquelle on a assisté dans ce secteur au cours des dernières années fait qu'il est difficile de cerner des possibilités précises de produits. De plus, les statistiques sur les importations et les exportations ne relèvent pas les activités de service d'une façon utile; il est donc difficile d'évaluer avec précision les pratiques les plus récentes. Il est cependant évident que les possibilités sont très intéressantes pour les entreprises canadiennes qui offrent des services de soutien au secteur financier.

LE SECTEUR BANCAIRE MEXICAIN (pourcentage des parts de marché)



LE SYSTÈME BANCAIRE MEXICAIN : UNE HISTOIRE AGITÉE

La situation actuelle du système bancaire mexicain illustre son passé turbulent. La crise de l'énergie de 1973, qui a fait grimper en flèche les prix du pétrole, a lancé le Mexique dans une expansion frénétique de son secteur industriel rattaché au pétrole. L'énorme croissance de la fin des années 1970 et du début des années 1980 a poussé le gouvernement à contracter d'énormes emprunts contre ses revenus pétroliers futurs. Les fonds empruntés ont servi à financer des projets industriels, sociaux et d'infrastructure complexes. Le secteur privé s'est également lourdement endetté sur la foi de perspectives économiques brillantes. Partout à travers le monde, les banquiers accordaient des prêts aux secteurs public et privé mexicains avec empressement.

L'effondrement des prix du pétrole en 1981 et 1982 a provoqué un brusque revirement et les entreprises publiques et privées se sont retrouvées en cessation de paiements. À la fin de 1992, le Mexique était confronté à la dévaluation de sa devise, à une inflation galopante, à l'évaporation de ses revenus pétroliers et à la chute de la production industrielle. En 1982, le président sortant José López Portillo a nationalisé les banques, leur imputant la responsabilité de la crise financière.

Au cours des six années de la présidence de Miguel de la Madrid, de 1982 à 1988, on a assisté progressivement à une réorganisation partielle alors que la dette massive des secteurs public et privé était renégociée. Mais le mal était fait. Le secteur industriel était en perte de vitesse, le chômage était élevé et le pouvoir d'achat s'était effondré.

En 1987, le gouvernement a lancé un programme appelé *apertura*. Il s'agissait de la première étape devant conduire à l'ouverture de l'économie mexicaine, auparavant fortement protégée et subventionnée, à la concurrence étrangère. Pour la première fois, les entreprises mexicaines étaient confrontées à la concurrence internationale et l'expansion des exportations devenait une préoccupation

majeure. Malheureusement, les prix du pétrole ont encore baissé, accélérant l'inflation annuelle, qui atteindrait presque 160 pour cent pour l'année. Une succession rapide de dévaluations du peso suivait.

Le gouvernement a réagi à la fin de 1987 avec *El Pacto*, un programme global de stabilisation économique prévoyant le contrôle des prix, des salaires, des dépenses du gouvernement fédéral et du taux de change. Il s'agissait de pactes tripartites entre le gouvernement, le milieu des affaires et les syndicats. Celui-ci est encore en vigueur mais porte maintenant le nom de *Pacto para el Bienestar Estabilidad*

TAILLE DU MARCHÉ DES SERVICES FINANCIERS AU MEXIQUE

Total des comptes bancaires	13 000 000
Total des comptes de chèques	4 000 000
Cartes de crédit	10 000 000
Détenteurs de polices d'assurance	7 000 000

et *Crebiniento (PABEC)*, ou Pacte pour le bien-être, la stabilité et la croissance. Il a permis d'obtenir des résultats exceptionnels. Le taux de change s'est stabilisé, l'inflation s'est affaïssée et on a assisté à nouveau à l'expansion du secteur industriel et à la croissance des exportations.

Le gouvernement du président Salinas est arrivé au pouvoir en 1988. La nouvelle administration a alors rapidement privatisé à nouveau les banques dans le cadre d'un effort généralisé pour créer un système financier concurrentiel à l'échelle internationale.

LE MARCHÉ DES SERVICES BANCAIRES

En 1993, il y avait 20 banques au Mexique. Depuis, plusieurs ont obtenu des licences ou ont soumis des demandes en cours de traitement. Le secteur bancaire est réglementé par la *Banco de Mexico*, Banque du Mexique et la *Comisión Nacional Bancaria*, Commission bancaire nationale.